

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 89 - VENDREDI 10 DECEMBRE 2010

LE MERLE MOQUEUR

Cantonna que l'amour
Pour vivre nos promesses
Sans nulle autre richesse
Que d'y croire toujours

AGENDA MILITANT

→ **13 décembre**

IdF [Rencontre avec Pinar Selek](#)
- Cedref

→ **14 décembre**

IdF [Les perspectives ouvertes par](#)
[six mois de mobilisation](#)

→ **15 décembre**

Marseille Meeting unitaire : [Le mouvement](#)
[social et sa portée politique](#)

→ **16 décembre**

Idf [Rencontre avec Pinar Selek - Amargi](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Vigilance**

- Ne pas détruire les banques,
s'en emparer !

→ **Mouvement populaire**

- Mais c'est quoi le politique ?

→ **Monde**

- La rigueur et la matraque
- Une citoyenne en danger

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.

Claire-courage

Claire Villiers était la combativité même. Infatigable. Claire apportait sa rage devant les injustices, sa connaissance du monde du travail, son attachement à renouveler les pratiques démocratiques et son éternelle bonne humeur. Même ce qui la mettait en colère était abordé avec ironie, voire avec dérision. Il n'y a que l'abus de pouvoir qui ne la faisait pas rire, du tout.

Même quand on lui demandait des nouvelles de sa santé, elle répondait que ça n'allait pas en souriant, presque comme si elle se moquait de son angoisse. Jusqu'au bout, elle s'est battue ; je parle du combat pour la justice et la démocratie, pour une nouvelle force politique alternative à gauche, pas seulement contre la maladie. Elle ne cessait de parler de l'avenir.

Ce qui comptait le plus pour elle, c'est que celles et ceux dont l'existence politique est niée prennent du pouvoir sur leurs vies pour la transformer. Que les exploités, les chômeurs, les femmes ne soient pas lisibles à travers leurs souffrances mais à travers leurs combats et leur intelligence. Cela provoquait chez elle une véritable tension.

Tension qui lui a fait participer à tous les combats, attentive au sens de classes qui s'en dégagent. Je ne l'y ai pas connue, mais je sais que c'était le combat qu'elle avait menée au sein de la CFDT. C'est ce refus des inégalités sociales qui lui faisaient refuser les inégalités d'accès à la politique. Syndicaliste après la JOC, elle refusait que la politique soit chasse gardée des seuls partis. Elle ne contestait pas leur rôle ou celui qu'ils auraient dû avoir, mais leur monopole.

Son parcours est à lui seul une démonstration de l'inanité de la dissociation du social et du politique. Pour elle, la spécificité de la politique ne résidait pas dans le fait que tout le monde n'en fasse pas, mais dans la possibilité que tous en fassent. Avec Alternative citoyenne, puis le CUIN en 2006, puis la FASE, elle recherchait comment la politique pouvait être investie par tous ceux qui luttent, sans renier ni conditionner leur parcours, et au contraire dans la continuité de leurs engagements. C'est sur cette base qu'elle avait demandé à Alternative citoyenne d'accepter qu'elle partage la tête de liste aux régionales de 2004 avec Marie-George Buffet. Nous pensions qu'une page allait peut-être se tourner. Hélas, depuis, les logiques traditionnelles l'ont emporté sur le renouveau.

Avec son mandat de vice-présidente de la Région Ile-de-France, elle se consacra à la question des pratiques démocratiques des institutions, concentrée sur le monde du travail, fâchée que le monde des entreprises soit oublié de la citoyenneté comme des expériences de démocratie locale. Elle cherchait d'autres rapports entre élu(e)s et militants. C'est sur ces bases qu'elle contribuait aux discussions et expérimentations sur le type d'organisation à créer.

Et tout ça avec son sourire si chaleureux et son rire, son rire

● PIERRE ZARKA

PCF : 90 ans... et maintenant ?

A l'occasion de son 90^e anniversaire, le PCF va-t-il s'interroger sur ce avec quoi il faudrait qu'il rompt pour affronter les exigences contemporaines et ouvrir, avec d'autres, une nouvelle ère du combat pour l'émancipation ?

Dans *L'Humanité Dimanche*, le philosophe Yvon Quiniou y va fort : pour ne pas laisser le mouvement social seul face à une « *idéologie dominante qui menace de biaiser la conscience des injustices sociales* », il « *faut un parti communiste, qu'il faut certes démocratiser et ouvrir au maximum sur l'extérieur, mais un parti, à savoir une organisation dotée d'une théorie révolutionnaire, capable de faire des propositions nourries de connaissances économiques et sociologiques pointues et ayant pour fonction d'éclairer le chemin de la lutte anticapitaliste dans tous les domaines. Ne cédon pas à cette mode qui critique la 'forme-parti' ; ce serait fuir notre responsabilité, nous mettre à la remorque de l'opinion et risquer de voir se diluer l'exigence communiste elle-même* ».

Mais de quelle transformation du PCF pourrait-on parler si on sacralise l'outil, comme s'il avait de tout temps existé, et si on décide a priori son maintien, et cela dans ses formes actuelles ? Et si on passe à la trappe toute approche critique des trente dernières années, au profit d'un objectif aussi désincarné que suranné de parti-guide, matiné de « démocratisation » et d' « ouverture » ? Il faudrait à l'inverse faire l'inventaire des questions traitées et non traitées, établir un diagnostic, envisager les leviers de dépassement possibles, constater les freins pour chercher à les dépasser... Et faire avec ce dont témoignent les enquêtes réalisées sur le parti et le communis-

me : le PCF incarne peu le communisme et le communisme s'incarne de plus en plus en dehors de lui ; l'idée communiste, dont la vitalité est largement commentée, tend à se séparer de l'organisation (au lieu malheureusement de poser la question d'un autre type d'organisation communiste).

Ce qui n'existe plus

Ce qui n'existe plus, c'est peut-être d'abord une capacité d'élaboration théorique confrontée au réel. Patrice Cohen-Séat l'a d'une certaine manière exprimé lors du dernier Conseil national, en évoquant le fait que le travail sur le projet aurait commencé « *il y a quelques semaines alors que la décision avait été prise dès 2008, il y a deux ans* ». A moins qu'elle ait été prise il y a 5 ou 10 ans. Mais surtout on peut se demander si même une démarche volontariste pourrait encore donner des résultats.

La pétition en faveur d'un référendum sur la réforme des retraites est typiquement le type d'initiatives que le PCF et L'Humanité auraient puissamment porté il y a quelques années.

En effet, en l'absence d'ouverture grand angle à la pluralité des apports critiques et des voix qui se situent dans la recher-

che d'une alternative, il existe surtout aujourd'hui au sein du PCF l'expression singulière de quelques figures de référence, dont les apports sont valorisés symboliquement. C'est le cas par exemple de la pensée de Paul Boccard, dont il y aurait tant à mettre à profit, mais qui passe inaperçue à la fois parce qu'il n'existe pas de médiations entre des apports théoriques et des capacités d'animation sur le terrain, et parce qu'il n'existe plus de travail collectif. Notons que les apports internes et les apports externes subissent le même sort : souvent ignorés, parfois évoqués, voire célébrés, mais vite oubliés. Au mieux bienvenus pour témoigner sur leurs créneaux, les « personnalités et compagnons de route » doivent s'effacer lorsque les questions stratégiques commencent.

Ce qui n'existe plus, c'est aussi le minimum de cohérence ou de bon sens stratégique. Celui qui, par exemple en 2004, avait conduit le PCF à investir la démarche de la gauche populaire et citoyenne en Ile-de-France, avec Alternative citoyenne - et la co-animation de la campagne avec Claire Villiers. Et qui, autre exemple, a permis de soutenir l'appel des 200 sur le Traité constitutionnel européen, dépassant la défiance à l'égard d'une initiative non pilotée par la place du colonel Fabien.

Le choix de la direction du PCF de ne pas investir la pétition initiée par *Politics* en faveur d'un référendum sur la réforme des retraites (305 000 signatures ce 9 décembre) en témoigne sur un autre registre. C'est typiquement le type ●●●

●●● d'initiatives que le PCF et *L'Humanité* auraient puissamment porté il y a quelques années (1). Désormais, les arguments de fond pour une telle campagne semblent peu importer. Et que des milliers de militants du PCF – parmi lesquels Patrick Le Hyaric, Nicole Borvo et de nombreux élus – aient signé l'appel aussi. Une camarade du Conseil national du Parti, et une seule, Marie-Luce Nemo, y a évoqué à deux reprises la participation à la campagne pour le référendum... dans l'indifférence générale.

Ce qui est inquiétant, c'est le climat de défiance à l'égard des autres militants du Front de gauche et de la gauche d'alternative, singulièrement ceux du Parti de gauche. Cela n'est évidemment pas vrai partout, mais est-il « normal » qu'existent autant de témoignages de compétitions hostiles que de collaborations fraternelles? Et ce n'est pas l'incapacité du Front de gauche à s'exprimer d'une seule voix lors du mouvement contre la réforme des retraites qui aura pu aller dans le sens de la construction d'une dynamique mutuellement avantageuse.

Enfin, ce qui s'amenuise, c'est la capacité de débat et de délibération internes. Le départ de nombreux militants critiques, le plus souvent sur la pointe des pieds, a asséché le débat. Et le climat d'affrontement au Conseil national va de pair avec sa perte de légitimité aussi bien aux yeux des adhérents que pour l'équipe dirigeante. Concernant la candidature à la présidentielle, les conclusions de Pierre Laurent lors de sa dernière réunion, qui renvoie principalement à la décision souveraine des militants (prévue par les statuts), vont dans le même sens : il n'existe pas de direction collégiale, pas de médiations, mais l'intention du secrétaire national d'obtenir l'assentiment direct des militants.

Alors, que reste-t-il ?

Il reste d'abord des dizaines de milliers d'adhérents et des milliers de militants, dont une partie importante souhaite une transformation du Parti. Le potentiel est affaibli et démobilisé, mais il existe en

core. On ne peut pas être indifférent au fait qu'au sein du PCF continuent de se réunir pour agir des femmes et des hommes déterminés à lutter contre les injustices, des militants acharnés des droits, très impliqués dans toutes les luttes et pour qui la question du passage de la colère sociale à la politique institutionnelle constitue un enjeu clef. Peut-on

Peut-on envisager la perspective de la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique sans souhaiter qu'y participent le plus grand nombre possible des membres du PCF ?

envisager la perspective de la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique sans souhaiter qu'y participent le plus grand nombre possible d'entre eux ?

Même si la pente des résultats électoraux est claire et nette, il reste de nombreux élus et des pratiques unitaires qui montrent qu'il est possible de créer des

dynamiques politiques fortes : dynamiques en Limousin et en Auvergne, avec Christian Audoin et André Chassaing lors des élections régionales, ou avec Gilles Garnier et Bruno Piriou, à Noisy-le-Sec et Corbeil, dans des situations locales très différentes.

Il reste enfin un journal, *L'Humanité*, soutien actif de toutes les mobilisations et support de multiples réflexions critiques. Mais en même temps un journal dont le traitement de l'actualité politique est souvent lesté par la logique de l'appareil du PCF, ce qui nuit à ce qu'il puisse devenir le journal de référence, qu'il voudrait être, de toute la gauche d'alternative.

Les observateurs ont constaté la posture de Pierre Laurent lors du dernier CN du PCF, qui a valorisé le Front de gauche et encouragé les militants à l'investir. On note que le silence assourdissant des proches du noyau dirigeant concernant la question de la candidature à l'élection présidentielle n'a eu d'égal que la virulence des orthodoxes à dénoncer la résignation, qu'ils pressentent et combattent, à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Quelle peur l'emportera, entre celle de ruiner le timide espoir né des premières expériences du Front de gauche et celle de voir le PCF disparaître ? Ou à la place de la peur : quoi ?

● GILLES ALFONSI

Débats, films

Deux jours de débats sont prévus, les 10 et 11 décembre, au siège du PCF place du colonel Fabien, à Paris, à l'occasion de son 90^e anniversaire. Une grande librairie permettra de se procurer des ouvrages historiques, politiques et philosophiques, en présence de nombreux auteurs. Diaporama d'affiches, CR-Rom sur « l'histoire du communisme », projections de grands films, débats sous la coupole auront lieu tout au long du week-end. L'entrée sera libre.

Pour connaître le programme détaillé : www.pcf.fr



Revue du projet

Le troisième numéro de la nouvelle *Revue du projet*, publiée par le PCF, vient de paraître. Il comporte notamment un dossier sur l'école et plusieurs notes thématiques sur des thèmes variés (biodiversité, Rapport Attali, médias, Défense...).

Pour la télécharger : <http://www.pcf.fr/IMG/pdf/rdp-dec-2010-3.pdf>

(1) Un exemple : *L'Humanité* vient de lancer une pétition intitulée « L'avenir de l'Europe est l'affaire des peuples européens » (près de 2000 signatures à ce jour). A lire et à signer sur www.humanite.fr

Pour une grande force politique de la gauche antilibérale

Questions à Jean-Pierre ICRE, secrétaire départemental du PCF en Ariège

Comment abordez-vous le 90^e anniversaire du PCF ?

Dans ma fédération, nous avons commémoré le 90^e anniversaire du PCF le 6 novembre dernier. « Commémorer » implique certes un devoir de mémoire, mais je me suis donné pour objectif de regarder vers l'avenir. J'ai rappelé qu'il y avait eu un congrès de Tours et le PCF de 1920, puis celui issu du 28^e congrès et de l'abandon « définitif ? » du centralisme démocratique (mon adhésion date d'alors) et celui que nous voulons construire, plus que muté ou transformé, mais « métamorphosé ». C'est dans ce sens que j'allais déjà lors du 34^e congrès et de notre 35^e conférence fédérale en décembre 2008, lors de laquelle nous avons adopté majoritairement (70 %) un amendement dont je donne ici un extrait : « aller vers la construction d'une grande force politique à gauche qui regrouperait toutes les organisations se réclamant sans ambiguïté de la gauche antilibérale dans laquelle le PCF gardera toute son identité ». Le congrès ne l'a pas retenu. Je n'ai pas renoncé.

Quel avenir pour le Front de gauche demain ?

Il sera ce que nous en ferons. S'il se limite à un cartel de partis politiques, il mourra. S'il s'ouvre aux associations, aux syndicats et à tous les acteurs du mouvement social et autres, dans le cadre d'un « pacte d'union populaire pour construire l'alternative à gauche », il aura un avenir.

Il faut en faire un front de gauche où chacun compte pour un et pas les uns plus que les autres, où chacun pourra trouver

sa place et se reconnaître. Cela ne sera possible qu'avec la possibilité d'y adhérer, d'une manière ou d'une autre. Pour cela, créons des comités locaux ou départementaux, ou des associations départementales Front de gauche. Le mouvement social de ces derniers mois a montré qu'il y avait une attente réelle en ce sens.

Quel peut être l'avenir du PCF ?

Pour ce qui est du PCF, il en sera comme de tous les partis, l'histoire l'a montré. Il est né, il a vécu et il vit, il mourra. C'est la FORCE COMMUNISTE qui a de l'avenir et cette force là j'y crois. Aujourd'hui, le PCF porte encore cette force, c'est elle qui le fait vivre. Je sais que d'autres forces communistes lui sont parallèles. Ne les laissons plus parallèles, faisons-les se rencontrer, allons contre les principes de la géométrie. Et allons vers l'unité avec beaucoup d'autres. De mon côté, j'y travaille.

LA SEMAINE PROCHAINE

Un entretien avec Roger Martelli, réalisé par Clémentine Autain, à propos de son livre **L'empreinte communiste** (éditions sociales), qui vient de paraître.



Journée
«EmancipationS contre SégérationS -
6 juin 2010 - photo Stéphane Péniguel

Claire Villiers n'est plus parmi nous

Elle n'était pas communiste ; nous le sommes. Mais nous étions, en tous points, semblables. Ce qui nous parle, c'est le peuple. C'est à ce qu'il puisse vivre et parler qu'elle a consacré toute sa vie. Nous partageons, avec elle, cette belle idée : citoyenneté, démocratie, droits naissent et fleurissent d'autant

Personne n'était absent des préoccupations et des engagements de Claire : femmes, jeunes, étrangers, salariés, retraités... C'est un monde populaire qu'elle façonnait à sa manière, du terrain, de la rue et de la cité, de l'entreprise jusqu'aux institutions telle celle du Conseil régional d'Île-de-France. Nous l'avons rencontrée à tous moments et en toutes circonstances : sans défaillir, nous étions ensemble, encore dernièrement autour de la FASE.

Une femme bien, une femme qui compte dans l'histoire qui reste à mieux faire connaître : celle des combattantes et combattants de la vie, de l'égalité, de la solidarité, de l'humanisme, du changement vers une société meilleure et respectueuse de la dignité et des besoins de chacune et chacun.

Les communistes unitaires saluent avec émotion en Claire Villiers une de ces combattantes et ont une pensée chaleureuse pour sa famille, ses amis et camarades.

● L'association des communistes unitaires. ACU

Mardi 7 décembre 2010

mieux que les plus humbles, les plus précaires, les plus en difficulté, les combattants du quotidien, les acteurs de la vie réelle et des mobilisations s'en mêlent, se rassemblent, rejettent les dominations, toutes les dominations, et s'emparent aussi de la parole politique.

Portée politique du mouvement. Un meeting unitaire (Alternatifs, FASE, GU, NPA, PCF, PG, Rouges Vifs) sur « *Le mouvement social et sa portée politique* » aura lieu le mercredi 15 décembre à 19 h à Marseille (salle du CRDP - 31 bd d'Athènes - 1^{er} arr.), avec la participation de syndicalistes du port, des cantines scolaires, de la chimie, des éboueurs, de Monoprix, de Fralib, de La Poste, de l'Education Nationale... et de responsables des unions syndicales départementales.

Programme partagé. La première initiative nationale du Front de gauche pour l'élaboration d'un programme partagé a réuni 120 personnes à la Maison de la chimie, à Paris, jeudi 2 décembre. Roland Muzeau et Martine Billard ont évoqué les travaux des députés du groupe Gauche démocrate et républicaine. Trois intervenants issus de la société civile (Marie-José Del Volgo, Christiane Marty et Henri Sterdyniak) ont présenté leurs réflexions thématiques avant que les trois dirigeants du Front de gauche - Jean-Luc Mélenchon, Christian Piquet et Pierre Laurent - prennent la parole. La seconde initiative a eu lieu le 9 décembre à Nanterre sur le thème : « *Six heures pour une sixième République* ». A chaque fois, la dernière heure a été réservée au débat avec la salle.

Noisy rouge et verte... La liste Communistes et Verts a devancé le Nouveau Centre et le PS lors du premier tour de l'élection municipale partielle de Noisy-le-Sec (93) du 5 décembre. Elles ont recueilli respectivement 34,2 %, 33,53 % et 17,28 %. L'UMP a obtenu 15 %. La participation a été faible (35,55 % des inscrits). Gilles Garnier, tête de liste PCF, a souligné la nécessité d'un large rassemblement au second tour, soulignant que « *la droite est vraiment menaçante* ». Pas une voix ne devra manquer pour que Noisy-le-Sec reste à gauche, et bien à gauche !

Corbeil : bleu opaque ou arc en ciel ? Le jeu sera serré pour le second tour de l'élection municipale de Corbeil (91), où la liste de Bruno Piriou (PCF), réunissant toutes les forces de gauche, a obtenu 45,22 %, contre 47,24 % à celle de Jean-Pierre Bechter (UMP). Ce sont les abstentionnistes (57,58 % au premier tour) qui peuvent faire la différence ce dimanche. Bruno Piriou a souligné la possibilité d'infliger une défaite au candidat de Serge Dassault, pour que Corbeil tourne la page sur la base d'un projet travaillé avec les citoyens.

Libérez Salah Hamouri ! En marge d'un voyage officiel dans les territoires palestiniens, François Asensi a rencontré et apporté son soutien à Salah Hamouri en le rencontrant à la prison de Guiboia, dans le nord d'Israël. Le député de Seine-Saint-Denis a souligné que « *le courage du jeune franco-palestinien, abusivement emprisonné depuis cinq ans en Israël, force l'admiration, tout comme sa force de conviction au service de la création pacifique d'un Etat palestinien* ». Il a demandé que le Président de la République reçoive au plus vite la famille de Salah et plaide pour sa libération auprès des autorités israéliennes.

● GILLES ALFONSI

Rectificatif. Dans notre dossier de la semaine passée « spécial Cancun », nous avons indiqué par erreur que la Chine serait le second pays émetteur de gaz à effet de serre par habitant. La Chine est désormais l'un des deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre avec les Etats-Unis, mais en quantité, et non par habitant.

La FASE, les Alternatifs et l'ACU vous invitent à une rencontre débat avec des militants associatifs et des syndicalistes...

RÉFORME DES RETRAITES : LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR 6 MOIS DE MOBILISATION

La loi a été imposée par le gouvernement contre des millions de grévistes et de manifestants, et contre l'avis de 70 % des citoyen-ne-s.

Cette loi reste marquée par son illégitimité. Le succès remporté par l'appel pour l'organisation d'un référendum, les initiatives qui continuent de se déployer, démontrent que le peuple ne veut pas en rester là.

A partir de la question des retraites et de la contestation du projet de la droite, ce sont des enjeux encore plus profonds qui ont été soulevés par la mobilisation. Le problème est dans l'appropriation des richesses par une minorité de privilégiés. Mais le rapport pourrait changer entre temps contraint et temps libéré ; et la remise en cause de la place du travail a donné sens à cette mobilisation d'une ampleur historique.

Quelles peuvent être la portée et les conséquences d'un tel mouvement ? Quelles perspectives peuvent être construites ? Quels défis aujourd'hui pour les organisations associatives, syndicales et politiques ?

MARDI 14 DÉCEMBRE 2010 À 19H00

à l'AGECA 177 rue de Charonne 75011 Paris
M° Charonne ou Alexandre Dumas



DÉJÀ PLUS DE 300 000

**Signez l'appel
pour un référendum
sur les retraites**

Pour que le peuple décide !

www.referendumretraites.org

Appel initié par l'hebdomadaire **Politix**

Pour vos tracts, vos journaux, vos mels, votre site

J'adore Bernard Pons

Jacques Lafleur aimait à bassiner son monde avec son amour de la Nouvelle-Calédonie. Il est mort à son domicile, sur la Gold Coast en Australie.

C'est « un artisan de la paix » qui est parti, selon *France Inter* (5 déc. 2010), « un anti-indépendantiste dont le nom reste pourtant attaché au processus de décolonisation » (*L'Humanité* – 6 déc. 2010). Il est en effet de notoriété publique que Jacques Lafleur a passé sa vie à décoloniser la Calédonie... Que cet ex-chef de guerre, ait reçu, il y a quelques semaines, une Colombe de la Paix, décernée par l'Unesco peut certes brouiller quelques repères. Lafleur et Mandela, même combat, il faut oser !

Il vaut mieux, dans la vie, entendre plusieurs sons de cloches. En matière de Lafleur au fusil, mon repère c'est Bernard Pons, ministre des DOM-TOM de Chirac de 1986 à 1988. C'est-à-dire le boucher d'Ouvéa (19 Kanak (1) et indépendantistes assassinés, dont 12 dans le dos). Autant dire un connaisseur. Le must. L'homme qui félicitait les forces de l'ordre et les militaires après l'assaut meurtrier de la grotte. Qui demandait la dissolution du FNLKS. L'ami du candidat Jacques Chirac déclarant à la télévision entre les deux tours de la présidentielle (28 avril 1988) : « Je ne respecte pas M. Tjibaou, quelqu'un qui est devenu un terroriste. Je ne respecte pas le FLNKS, et je ferai tout pour que ce groupe terroriste soit réduit. »

Que pense donc le boute-feu Bernard Pons du cosignataire des Accords de Matignon de 1988, son ami Jacques Lafleur de 1987

? « Lafleur était le plus déchaîné. On me reprochait de ne pas être assez ferme, de faire la part trop belle au FLNKS. On me demandait encore plus de CRS, encore plus de gendarmes mobiles ». (*Le Quotidien de Paris* – 1^{er} juin 1989). Lafleur « artisan de la paix », ressassent les journaux...

Que pensait la blanche colombe Jacques Lafleur des envoyés de la Mission du Dialogue, venus préparer les Accords de Matignon en 1988 ? Dans son livre (2), les médiateurs sont globalement traités d'« inutiles » (p.140), et individuellement, soit qualifiés de « bouledogue », soit possédés d'un « regard sectaire jusqu'à la haine. » Précisons que Lafleur parlait ici des représentants des Églises. Du calédonien José Barbançon, écrivain et historien rallié à Jean-Marie Tjibaou : « C'est un nain rongé par la haine de ceux qui réussissent » (p.117). Quant à Tjibaou, il était devenu « incroyablement raciste » (p.78, p.181). De tels écrits méritaient bien une distinction internationale.

En 1988, Jacques Lafleur a simplement cédé du terrain. Le film « Les Médiateurs du Pacifique » (3) est, à ce titre, probant. Et le Bureau Politique du FLNKS du 18 mai 1989, réuni après l'assassinat des leaders indépendantistes, ne s'y est pas trompé : « Les Accords de Matignon, devenus la loi référendaire du 6 novembre 1988, sont le résultat du rapport de forces créé par le FLNKS face au gouvernement français. Ils font suite à notre stratégie adoptée au congrès de Tibarama, qui par le boycott actif du 24 avril 1988 a permis de faire échec au statut Pons et amené le gouvernement français à discuter d'un plan et d'un calendrier de décolonisation. »

J'entends d'ici les commentaires. « Il y a eu le Jacques Lafleur post-1988 ! » C'est vrai. Côté vie publique, ce furent trois condamnations pour injures, un an de prison avec sursis pour ingérence au bénéfice de son neveu dans un scandale immobilier à Nouméa (*L'Express* Eric Conan – 06 juin 2002). Ce fut une lettre à en-tête de l'Assemblée nationale (oct.1999) où il traita le responsable écolo de riverains mécontents de « vulgaire procédurier et de petit saligaud »,

phrases pour lesquelles il fut condamné en correctionnelle à Nouméa (avril 2000), avec une peine alourdie en Cour d'appel. Le chef de guerre des anti-indépendantistes et perdreau de l'année présida surtout le Sud (de 1989 à 2004)... et ne perdit pas le Nord. Il avait signé pour gagner du temps et continuer son business. Le procès perdu face au *Canard Enchaîné*, qui avait révélé que l'actionnaire de 21 sociétés locales Jacques



Serviteur avec coiffe en pays kanak

Lafleur n'avait pas payé d'impôt sur le revenu en 1985, ne l'arrêta pas. En homme d'affaires, il vendit son entreprise minière aux Kanak, aidés par l'Etat, empochant au passage près de 15 millions € à la Province Sud, il fit deux choses : il n'impulsa aucune politique sociale, faisant prendre à la Nouvelle-Calédonie un retard considérable dans ce domaine ; il refila pour « presque rien », en juillet 2002, à la multinationale INCO, un massif entier, celui Prony, blindé de minerais, après avoir cédé les droits sur celui de Goro en 1992. De quoi mériter un faucon. Un vrai. En nickel bien sûr.

● PHILIPPE STIERLIN

(1) Kanak est invariable en genre et en nombre...

(2) Jacques Lafleur – L'assiégé, une histoire partagée de la Nouvelle-Calédonie - Plon - 2000

(3) Film de Charles Belmont - 1996